



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
UID37/41 Cité administrative - Porte J  
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723  
41007 Blois

Blois, le 07/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PLOUX Frères**

Les Bordes  
962 route d'Amboise  
37210 Noizay

Références : 2025-00556  
Code AIOT : 0010004102

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2025 dans l'établissement PLOUX Frères implanté Ile de Nouan 41220 Saint-Laurent-Nouan. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation ne bénéficie plus actuellement d'une autorisation d'extraire ni de traiter ni de commercialiser les matériaux de la sablière de Courbouzon - Saint Laurent-Nouan appartenant à la société PLOUX Frères (SPF).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLOUX Frères

- Ile de Nouan 41220 Saint-Laurent-Nouan
- Code AIOT : 0010004102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de sables et graviers alluvionnaires. Elle se situe sur le territoire des communes de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan, dans le lit majeur de la Loire dans le secteur endigué.

Cette installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 41 2004-300-9 du 26/10/2004 modifié par plusieurs arrêtés dont :

- l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 41-2017-01-23-007 qui prorogeait l'autorisation jusqu'au 25 septembre 2023 ;
- l'arrêté de prescriptions spéciales n°41-2005-06-30-00002 du 30 juin 2025 qui proroge l'autorisation jusqu'en juin 2027. Il autorise également l'exploitant à modifier le projet de remise en état des bassins de décantation, à réaliser les travaux sur le seuil aval (avec son nouveau dimensionnement) et interdit l'extraction, le traitement et la commercialisation de matériaux.

Un porter à connaissance est en cours de traitement afin de permettre le transfert de quotas d'extraction en lit majeur entre les départements d'Indre-et-Loire (Installation impactée SPF37) et de Loir-et-Cher.

#### Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Absence d'extraction et de traitement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Absence de commercialisation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Constitution des garanties financière	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Respect des dimensions du seuil	Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Affichage n° d'AP	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
6	Sécurité du site	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Absence d'extraction et de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Absence d'extraction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES n'est pas autorisée à extraire ni à traiter ni à commercialiser les matériaux. ...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 01 aout 2025, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant a déclaré sous GEREPA avoir généré par son <u>extraction</u> et traitement dans la carrière de la SPF Courbouzon 900 tonnes de stériles pour l'année 2023 (champs TP01 de GEREPA) et 100 Tonnes pour 2024. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une autorisation d'extraction et de traitement l'autorisant à générer ces volumes de matériaux pour les années 2023 et 2024.</p> <p>Pour information, l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-300-9 du 26 octobre 2004, modifié par l'APC n°41-2017-01-23-007 du 23 janvier 2017 a prorogé l'autorisation du site jusqu'au 25 septembre 2023 pour la remise en état du site et a limité l'extraction jusqu'au 25 décembre 2022 (Cf article 1 de l'APC de 2017 ci-dessous) :</p> <p>[...]</p> <p><b>Article 1 :Prorogation de la durée d'autorisation :</b></p> <p>Les dispositions de l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, n°2004-300-9 du 26 octobre 2004, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée au 25 septembre 2023.</p> <p>L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 25 décembre 2022. la remise en état du site doit être achevée avant le 25 juin 2023.</p> <p>[...]</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de produire un justificatif quant à la production (extraction et</b></p>

traitement) de 900 tonnes de stériles en 2023 et de 100 tonnes en 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Absence de commercialisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Absence de commercialisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES n'est pas autorisée à extraire ni à traiter ni à commercialiser les matériaux. ...
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 01 aout 2025, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant a déclaré sous GEREP avoir commercialisé pour l'année 2023 : 10.242 K Tonne de "1.01-1 - Matériaux élaborés pour un usage dans le BPE" (champ TP04 de GEREP) et pour 2024 : 7.03 K Tonne du même matériaux.  L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une autorisation de commercialisation de ces quantités de matériaux.  Pour information, l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-300-9 du 26 octobre 2004, modifié par l'APC n°41-2017-01-23-007 du 23 janvier 2017 a prorogé l'autorisation du site jusqu'au 25 septembre 2023 pour la remise en état du site et limité l'extraction jusqu'au 25 décembre 2022 (Cf article 1 de l'APC de 2017 ci-dessous) :  [...] <b>Article 1 :Prorogation de la durée d'autorisation :</b>  <i>Les dispositions de l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, n°2004-300-9 du 26 octobre 2004, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :</i>  <i>La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée au 25 septembre 2023.</i>  <i>L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 25 décembre 2022.</i>  <i>la remise en état du site doit être achevée avant le 25 juin 2023.</i>

<p>[...]</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de produire un justificatif quant à la commercialisation de granulats type "1 - Granulats (0,08mm à 80 mm)" pour un poids de 10,242 ktonnes en 2023 et de 7,03 ktonnes en 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Constitution des garanties financière

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Établissement des garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :</p> <p>le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</p> <p>la valeur datée du dernier indice public TP 01.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 01 aout 2025, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant n'avait pas constitué les garanties financières.</p> <p>Suite à la transmission de la lettre d'annonce de l'inspection du 1er aout 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection, la demande de mise en place des garanties financières du site auprès de la société BPI France en date du 31 juillet 2025.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la constitution des garanties financières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

**N° 4 : Respect des dimensions du seuil**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2025, article 5.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Prescriptions complémentaires

**Prescription contrôlée :**

Sur les bassins de décantation :

Les bassins de décantation localisés sur les parcelles OF N° 210, 211 et 63 sur la commune de Courbouzon font l'objet d'une mise en sécurité (notamment curage des fonds argileux...) et seront remis en état comme une annexe longiforme s'apparentant à un bras de Loire (en noue) sans générer de défaut au fonctionnement du cours d'eau le « Pisse-Vache » qui est situé à proximité de ce futur aménagement.

Sur le dimensionnement du seuil aval et son entretien :

Le seuil réalisé en aval du plan d'eau des Bordes (CF illustration 2 en annexe) respecte les dimensions suivantes :

- Longueur en gueule : 90 m
- Longueur en fond : 78,8 m
- Largeur de crête : 30 m
- Largeur en pied : 48 m
- Hauteur du seuil : 1,4 m
- Pente de contraction du seuil : 4/1
- Cote de la base du seuil : 74,8 m. NGF

Les enrochements utilisés seront de taille 25/250 kg et placés sur un géotextile de densité supérieure à 250 g/m<sup>2</sup> et les interstices entre les blocs seront comblés avec des graviers.

Au terme de la remise en état de la carrière, l'exploitant informe le ou les propriétaires des terrains d'emprise du seuil de la nécessité de son entretien pour garantir sa pleine fonctionnalité durant l'existence du plan d'eau.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 01 août 2025, il a été constaté par l'inspection que les travaux d'élargissement du seuil avaient commencé. Ces travaux sont actuellement arrêtés pour cause de vacances estivales de l'agent en charge de la réalisation des travaux. L'exploitant a informé l'inspection que les travaux de terrassement préparatoires ont été réalisés, le géotextile de fond a été posé et la majorité des enrochements ont été mis en œuvre.

Au regard du projet, il reste à réaliser le comblement des vides de surface entre les enrochements avec des graviers.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dimensions du seuil précisées sous l'article 5.3 de l'arrêté n°41-2025-06-30-00002 du 30/06/2025.

**Il est demandé à l'exploitant de produire et de transmettre à l'inspection des installations classées le(s) plan(s) d'exécution de l'ouvrage (seuil) afin de justifier du respect du dimensionnement**

prescrit.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Affichage n° d'AP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 4. - L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 1er aout 2025, il a été constaté par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que le n° de l'arrêté préfectorale autorisant l'installation n'était pas identifié sur le panneau d'affichage à l'entrée du site.  Il est demandé que le panneau d'affichage à l'entrée du site fasse mention de l'arrêté n° 41-2025-06-30-00002 autorisant l'activité sur ce site.  Suite à la visite, l'exploitant a ajouté sur son panneau d'entrée du site le numéro de l'arrêté. Par mail du 1er aout 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une photo l'illustrant.
<b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Sécurité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Sécurité du site



**Prescription contrôlée :**

Art. 13. - Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 1er août 2025, il a été constaté par l'inspection des installations classées que les travaux du seuil aval étaient bien avancés mais qu'ils n'étaient pas achevés. Le comblement des cavités ou interstices entre les enrochements reste à réaliser, ce qui présente du fait d'un nombre de trous importants en surface de l'aménagement une situation dangereuse.

Il a également été constaté que le public bénéficiait d'un libre accès à cette zone de travaux inachevés. Il est donc nécessaire que l'accès à la zone de travaux soit contrôlé (pendant les heures de travail et en dehors).

Suite à l'inspection, l'exploitant a interdit l'accès à la zone de chantier par la mise en place de piquets reliés par cordon de rubalise et a demandé au gestionnaire du plan d'eau de réaliser l'information du public par un panneau illustrant l'interdiction d'accès à la zone en chantier au public.

Par un courriel du 1er août 2025, l'exploitant a transmis des photos illustrant l'interdiction d'accès au chantier non achevé par la mise en place de piquets et d'un cordon de rubalise de part et d'autre de la zone de travaux.

**Pas d'écart constaté****Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées : Sans suite**